naissance d'un Gouvernement central chinois pouvant garantir l'ordre et la tranquillité dans le pays.

Le 12 août, on recevait à Paris le télégramme suivant, de M. Pichon, expédié de Pe King, le 3 août :

« Nous avons été assiégés, fusillés et bombardés par des troupes chinoises, du 20 juin jusqu'au 17 juillet... Le bombardement a cessé le 17 juillet... »

Le Gouvernement chinois, par l'intermédiaire de son ministre à Paris, YU KENG, tentait de dégager sa responsabilité. Le 9 août, M. Pichon télégraphiait qu'il venait d'être avisé par le Tsoung-li Yamen que Li Houng-tchang venait d'être désigné pour négocier télégraphiquement avec les puissances.

Délivrance des Légations 14 août 1900.

Le 13 août, à 2 heures du matin, on entend des coups de canon lointains : la délivrance est proche. Cette même nuit, les Russes, après un combat sanglant, ont pénétré par la Toung pien men; le 14, les Japonais entrent par la Tsi Houa men; le contingent indien, sous les ordres du général GASELEE, a pénétré par le Canal qui passe sous le mur sud de la ville tartare et arrive le premier (3 heures de l'après-midi) au secours des légations. Il était temps que les secours arrivassent : la légation d'Angleterre, boulevard de la résistance et principal refuge des résidents étrangers, et le Pe T'ang étaient minés et pouvaient sauter d'un moment à l'autre.

L'Empereur et l'Impératrice-douairière fuyaient sur la route du Chan Si; ils ne devaient s'arrêter qu'à Si Ngan, capitale du Chan Si.

Jetons maintenant un coup d'œil en arrière.

T'ien Tsin.

Pendant l'absence de la colonne Seymour, partie, comme nous l'avons dit, pour sa tentative généreuse, mais infructueuse, afin de délivrer les légations, le 17 juin, après la prise des forts de Ta Kou, les Chinois ouvraient le feu à 3 heures de l'après-midi et commençaient leur première attaque contre les concessions étrangères de T'ien Tsin, défendues par quelques centaines de marins et deux bataillons (1,700 hommes) de tirailleurs de Sibérie, commandés par le colonel ANESIMOV, arrivé le 13, avec en plus une